



N° 63 Septembre - September 2012

POUR QUAND L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT EN AFRIQUE ?

Une réflexion de Madame Souhayr Belhassen, présidente de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH). Extraits.

En avril 2012 s'est réunie la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), à Banjul, en Gambie. Un groupe a travaillé sur la peine de mort en Afrique. "Ce texte, d'une importance considérable pour l'affirmation et la pérennisation de l'Etat de droit, recommande l'abolition définitive de la peine de mort sur le continent et promouvant l'adoption par les Etats membres de l'Union africaine d'un protocole à la Charte africaine des droits de l'homme.

Nombreux sont les intellectuels et les personnalités qui ont déjà pris part contre cette aberration juridique. "Un Etat qui représente la société tout entière et qui a la responsabilité de sa protection peut-il assumer cette responsabilité en se rabaissant au niveau d'un meurtrier ?" s'interrogeait ainsi le Ghanéen Kofi Annan alors même qu'il occupait le poste de secrétaire général des Nations unies.

L'abolition, une utopie sur le continent? Si l'on prend le cas du Zimbabwe, qui, en 2010, a refusé de signer le moratoire des Nations unies sur les exécutions et qui fait partie des Etats les plus réfractaires dans ce domaine, la question se pose en effet. Mais il ne s'agit là que d'une position devenue désormais minoritaire sur le continent: l'abolition est un combat universel dans lequel s'est déjà engagée avec détermination une grande majorité d'Etats dans le monde (141 pays sont abolitionnistes, dont 97 pour tous les crimes). Les pays africains ont, depuis longtemps, pris une place non négligeable dans ce mouvement. Seize s'entre eux ont déjà été au bout de la démarche en abolissant définitivement la peine de mort dans leur législation nationale, et, malgré les difficultés juridiques et politiques, ces cinq dernières années ont vu le Rwanda, le Gabon et le Burundi s'engager dans ce cercle vertueux. En outre, 18 autres Etats, s'ils n'ont pas encore supprimé la peine capitale de leur code pénal; n'en sont pas moins abolitionnistes de fait, aucune exécution n'ayant été constatée ces dix dernières années.

La CADHP a élaboré son rapport pour encourager les Etats du continent à franchir cette étape nécessaire et pérenniser ainsi cette abolition. L'objectif, à travers l'adoption de ce nouveau protocole, est bien entendu de renforcer encore le système africain de protection des droits de l'homme. Il s'agit aussi et surtout d'inviter la vingtaine d'Etats qui pratiquent encore cette peine inhumaine à engager un débat national sur cette question."

Jeune Afrique n° 2677

UNE DÉLÉGATION DES CONFESSIONS RELIGIEUSES DE LA RDC À L'ONU

Le 3 septembre, une délégation de 32 représentants des chefs des Confessions religieuses du Congo (RDC) est arrivée à New York pour remettre une pétition au Secrétaire général des Nations Unies et au Conseil de sécurité, pour dire NON à la guerre au Kivu et à la balkanisation du Pays.

Aujourd'hui le gouvernement rwandais essaie de discréditer le panel des experts et de mettre en cause les informations contenues dans leur rapport. Il va plus loin et essaie de personnaliser le débat en s'attaquant directement à certains membres du panel des experts. Les Chefs des confessions demandent au Conseil de sécurité de ne pas se laisser distraire par cette diversion. Ils ont, comme institutions, encore plus de preuves qui montrent bien que certains officiers rwandais ont bel et bien été impliqués dans la création du M23 et son commandement sur terrain.

Le 5 septembre, au cours d'une conférence de presse tenue au Siège de l'ONU à New York, Monseigneur Dieudonné Mbaya Tshiakany, Modérateur national de l'Église du Christ au Congo, membre de la délégation, a déclaré que «Après six millions de morts et un million de femmes violées depuis 1999 et une nouvelle guerre qui se prépare à l'est du Congo, toutes les congrégations religieuses de la République démocratique du Congo ont décidé de passer à l'action pour faire entendre la voix et la douleur du peuple congolais». Il a précisé que cette pétition, qui contient trois éléments clefs, exigeait notamment une action forte de la communauté internationale incluant une condamnation du Rwanda pour son ingérence en RDC et pour l'appui apporté par les autorités rwandaises au Mouvement M23 et à d'autres milices responsables d'exactions dans l'est de la RDC. «Nous n'appelons pas à la haine du Rwanda, mais nous souhaitons juste que notre frontière commune devienne une frontière d'amour et de paix», ont souligné les représentants des communautés religieuses de la RDC. Il a également indiqué que la pétition déposée exigeait aussi que toutes les personnes citées dans les rapports de l'ONU, et reconnues responsables de pillages et d'exactions en RDC, soient traduites en justice.

La pétition exige enfin que tout soit mis en œuvre pour empêcher le Rwanda de devenir l'an prochain un membre non permanent du Conseil de sécurité. Monseigneur Mbaya a jugé inacceptable qu'un pays qui ne respecte pas la Charte des Nations Unies et menace l'intégrité territoriale et les vies des citoyens d'un pays voisin, au vu et au su de toute la communauté internationale, puisse devenir membre du Conseil de sécurité.

C'est pourquoi, a-t-il dit, nous faisons appel à l'Union africaine et exigeons que la Communauté des États de l'Afrique de l'Est désigne un autre candidat pour l'accession à un siège du Conseil de sécurité. Monseigneur Mbaya a demandé à la communauté internationale de cesser de se cantonner dans une position de simple observation et de ne plus se limiter à compter les morts. « Il est urgent », a-t-il insisté, « de passer à l'action pour protéger les populations congolaises des exactions commises par les groupes armés soutenus par le Rwanda ».

CONGO ACTUALITE 161 du 18 août 2012

HIJ GAF ZIJN LEVEN VOOR DE MINDERHEDEN IN PAKISTAN

Shahbaz Bhatti werd op 2 maart 2011 vermoord als Federale Minister voor Minderheden in Pakistan. Zijn afwezigheid wordt tot op vandaag sterk angevoeld. De minderheden in Pakistan konden ongeacht hun geloofsovertuiging op hem rekenen bij allerlei vormen van onrecht en achterstelling. Shahbaz Bhatti stond ook bekend voor zijn strijd tegen de blasfemiewetten. Deze wetten worden vaak misbruikt

tegen minderheden die een andere mening huldigen dan het fanatieke discours van bepaalde fundamentalistische strekkingen in Pakistan.

Als student richtte hij reeds in 1985 het *Christian Liberation Front* op ter verdediging van de rechten van de christelijke minderheid. Enkele jaren later hielp hij mee aan de oprichting van de *All Pakistan Minorities Alliance*, een organisatie die het opneemt voor alle minderheden in Pakistan. In 2002 werd hij unaniem gekozen tot voorzitter van deze organisatie. Door toedoen van de Vlaamse kapucijnen is hij in die periode op bezoek gekomen bij onze vredesbeweging in Antwerpen. Ik heb hem toen ervaren als een zeer integer man met een sterke inzet voor wie niet tot zijn recht kwam in zijn land.

Op 2 november 2008 werd hij onverwacht benoemd in de federale regering van Pakistan, belast met de zorg voor alle minderheden. Het was de eerste keer in Pakistan dat iemand dergelijke functie kreeg. Toen hij deze benoeming ontving, zei hij: "*Ik aanvaard deze post voor de zaak van de verdrukte, achteruitgestelde en gemarginaliseerde Pakistani*". Als minister voor de minderheden nam hij meerdere initiatieven tot steun aan de godsdienstvrijheid en de interreligieuze dialoog, de gelijkwaardigheid en de sociale rechtvaardigheid voor alle Pakistani zonder onderscheid.

Reeds vanaf 2009 werd hij met de dood bedreigd. Hij liet toen op een video registreren: "*Ik geloof in Jezus Christus die zijn leven voor ons gaf. Ik ben gereed om te sterven voor de zaak die mij is toevertrouwd.*" Op 42-jarige leeftijd werd hij door een gewapend commando gedood. Volgens ooggetuigen werd zijn wagen in een buitenwijk van Islamabad tegengehouden. Daarna werden zijn medepassagiers uit de wagen gesleurd en werd hij met kogels doorzeefd. De daders lieten een briefje achter dat hij werd omgebracht wegens zijn protest tegen de blasfemiewetten.

Als overtuigd christen liet hij dit getuigenis na:

*"Als man van het volk wil ik Jezus dienen.
Deze toewijding maakt mij gelukkig.
Ik zoek geen populariteit, ik wil geen machtsposities.
Ik wil slechts een plaats aan de voeten van Jezus.
Ik wil dat mijn leven, mijn karakter, mijn daden voor mij spreken
en uit zichzelf uitdrukken dat ik Jezus Christus volg in alles wat ik doe."*

*Jo Hanssens, voorzitter van Pax Christi Vlaanderen
in Vierend & Bezinnend, Vredesweek 2012*

LE PRÉSIDENT OBAMA ET L'ISLAM

Le 25 septembre, le président Barack Obama a prononcé, devant l'ONU, un discours rom-pant avec la tradition, car il fut presque entièrement consacré aux tensions avec le monde musulman.

"Ceux qui s'indignent de voir le prophète Mahomet calomnié doivent aussi s'indigner quand les représentations du Christ sont souillées, les églises sont détruites ou l'Holocauste est nié" a ainsi déclaré en substance Barack Obama.

Citant Chris Stevens en exemple - le consul des Etats-Unis assassiné le 11 septembre, à Benghazi, en Libye -, parce que cet homme, qui aimait l'Afrique du Nord, parlait l'arabe et était proche des gens, "incarnait le meilleur de l'Amérique", le Président a plaidé pour davantage de compréhension et de respect mutuels entre les Etats-Unis et le monde musulman. "L'avenir doit être façonné par des gens comme Chris Steven, pas par ses assassins", a-t-il insisté, en appelant la communauté internationale à s'unir contre l'extrémisme et le terrorisme.

Qualifiant la vidéo islamophobe de "répugnante", M. Obama a estimé qu'elle n'était pas une insulte seulement au monde musulman, mais aussi à l'Amérique, un pays qui a construit son histoire sur l'accueil de gens de races et de religions différentes. Le Président a, cependant, désavoué les violences que le film avait

inspirées, en assurant que les chrétiens toléraient, quant à eux, le blasphème au nom d'un droit aussi fondamental que celui de pratiquer sa religion: la liberté d'expression.

"J'accepte moi-même d'être tous les jours traité de tous les noms, et je défendrai toujours le droit de le faire", a remarqué Barack Obama en se permettant un rare trait d'humour. Et d'en conclure: "La meilleure arme contre un discours offensant, ce n'est pas la répression. C'est davantage de discours."

Tout en sachant qu'il y aura toujours des gens pour s'opposer aux progrès de l'humanité et des régimes politiques pour soutenir des dictateurs, le Président s'est félicité de la leçon donnée par les Libyens qui ont exprimé leur tristesse après la mort de l'ambassadeur Stevens et ont remplacé leur photo par la sienne sur Facebook. "Ce qui me donne le plus d'espoir, ce ne sont pas les actes /.../ des dirigeants politiques; ce sont les gens".

Philippe Paquet, envoyé spécial à New York, in La Libre Belgique, 26-09-2012

HET GAAT NIET OVER RESPECT VOOR RELIGIE

"Moslims moeten consequent zijn: als ze niet willen dat men heiligschennis pleegt tegen hun religie, dan moeten ze dat zelf niet doen naar andere religies en tradities toe.

Als ze niet bereid zijn deze conclusie te aanvaarden, dan komt de eis van de protesterende moslims in feite hier op neer: de wereld moet hen behandelen als een uitzonderlijke religieuze gemeenschap, gelijk aan geen en superieur aan allen. Natuurlijk geloven zij dat dat het geval is. Net daarom is die overtuiging onaanvaardbaar voor de rest van de wereld. Het hele debat gaat noch over 'respect voor andere religies', noch over 'de vrijheid van meningsuiting'. Het gaat erover dat een religieuze groep, die zichzelf superieur acht aan alle anderen, eist dat heel de wereld de waarheid van deze overtuiging zou onderschrijven. Wie is bereid om dat te doen? Ik in ieder geval niet."

Saligram Narayanrao Balagangadhara, directeur van het *India Platform* en hoofddocent vergelijkende cultuurwetenschap, UGent, in *De Standaard* van 19 september 2012.

PAYS ÉMERGENTS VERS UN MONDE DIFFÉRENT ?

Note préliminaire: B.R.I.C.S., cinq lettres, une pour chacun des pays "émergents", Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

"Pays émergents": l'expression apparaît vers les années 1980 avec l'extension des marchés boursiers aux pays en développement. Elle désigne les pays en développement offrant des opportunités pour les investisseurs. Ces pays se doivent de présenter une croissance économique rapide. Autres opportunités: posséder les structures économiques convergeant vers le modèle néolibéral, celui des pays dits "développés"; leurs populations doivent cependant se contenter de salaires ne freinant pas les investissements. Les multinationales en quête de rentabilité maximum peuvent donc y délocaliser sans crainte leur production... Une certaine stabilité politique est cependant indispensable sous peine d'effrayer les "marchés".

A l'opposé de tout ce qui coule, s'abîme, s'enfonce, plonge et disparaît, émerger signifie également sortir d'un état ou d'un lieu pour accéder à une situation meilleure: "le soleil émerge du brouillard", "la vérité d'un amas de mensonges"... Les exemples abondent dans le Littré, le Robert ou le Larousse. La trajectoire des pays économiquement "émergents" apparaît donc excellente d'un point de vue sémantique.

Une année "émergente" signifie aussi une année "qui fait date", une année à partir de laquelle une "ère" nouvelle est envisageable. Les années 1980, qui voient le modèle néolibéral se mondialiser et les années

2007-2008 qui voient l'échec de ce même modèle, auraient dû être considérées comme telles et être le point de départ d'une prise de conscience rendant possible l'émergence d'un monde plus juste et plus pacifié: ce ne fut pas le cas...



D'un point de vue sémantique et simplement "humain", *l'émergence* d'une communauté ou d'une région du monde signifierait son accession à une vision économique, politique, écologique, respectant davantage la justice et la paix entre les nations. Voilà ce qui devrait être le message prioritaire à adresser à nos hommes politiques!

Jean-Pierre Plumet, in Pour parler de Paix (Commission J&P), n° 80

EN SYRIE

Comme chrétien, vous ne prenez pas les armes?

"Là-dessus, je suis très clair. Je suis prêtre et je ne prends pas les armes. Mais j'ai un respect pour ceux qui se battent pour défendre leur peuple. Je crois à la non-violence. Et je demande à tous les activistes syriens de rester dans la non-violence car on a besoin, dans ce jeu tragique, que cette non-violence culturelle, je dirais même pieuse et mystique, soit à l'avant-garde et représente la solution pour la réconciliation nationale après. Car autrement on tombe dans un cycle sans fin de violence. On a besoin d'une non-violence chrétienne, musulmane et juive pour sauver le Proche-Orient et traverser les appartenances communautaires."

Le père Paolo Dall'Oglio, jésuite syrien, in La Libre Belgique du 17-09-2012

De regering Bush en foltering

De regering van George Bush leverde tegenstanders van kolonel Kadhafi uit aan de Libische dictator, die ze dan liet folteren. Dat stelt Human Rights Watch in een nieuw rapport. De mensenrechtenorganisatie interviewde 14 Libische dissidenten. Zij beschrijven hoe ze zwaar werden mishandeld in Amerikaanse gevangenkampen in Afghanistan of tijdens ondervragingen door Amerikanen in Pakistan, Marokko, Thailand en Sudan. Daarbij werd ook 'waterboarding' gebruikt. Dat is een techniek waarbij de gemartelde het gevoel krijgt te verdrinken. Na hun hardhandige ondervraging werden de gevangenen overgedragen aan Kadhafi.

"De regering Bush leek op veel grotere schaal mensen te hebben mishandeld dan ze heeft toegegeven", zegt Laura Pitter van Human Rights Watch. President Bush, vicepresident Dick Cheney en de CIA stelden dat waterboarding slechts werd toegepast op drie Al-Qaedaverdachten, die momenteel zijn opgesloten in Guantanamo.

De Standaard van 2 september 2012

Téhéran arme Damas en masse

Selon un rapport des services de renseignement occidentaux *"des avions se rendent presque tous les jours d'Iran en Syrie en passant par l'Irak, avec à leur bord des gardiens de la Révolution iraniens (corps d'élite du régime), et des dizaines de tonnes d'armes destinées aux forces de sécurité syriennes et aux milices qui combattent les insurgés"*.

L'illettrisme guette un ado sur cinq en Europe

En Europe, un jeune de 15 ans sur cinq ne possède pas les compétences de base en lecture et écriture. D'après un groupe d'experts de haut niveau créé par la commissaire européenne Androulla Vassiliou, cela constitue un handicap dans la recherche d'un emploi et renforce le risque de pauvreté et d'exclusion sociale. "Nous vivons un paradoxe: alors que la lecture et l'écriture sont plus importantes et utiles que jamais dans notre monde numérisé, nos compétences en la matière ne sont pas à la hauteur", a déclaré la commissaire à l'éducation, à la culture, au multilinguisme et à la jeunesse. "Nous devons de toute urgence inverser cette situation alarmante."

Le document met aussi en exergue un écart important entre les sexes, le taux des jeunes ayant du mal à lire s'élevant à 13,3% chez les filles, contre 26,6% chez les garçons.

En Belgique le taux chez les jeunes de 15 ans ayant des difficultés en lecture était de 17,7% en 2009.

Metro du 7 septembre 2012

Desmond Tutu

Le Nobel sud-africain de la paix a annulé sa participation à une conférence à Johannesburg en raison de la présence de l'ex-Premier ministre britannique Tony Blair. Il lui reproche son soutien aveugle à George W. Bush dans la guerre en Irak.

Congo. Une histoire de David Van Reybrouck, Actes Sud, 780 pages, 28 euros

C'est un livre de tous les records. Un pavé de plus de 700 pages, retraçant quatre-vingt-dix mille ans d'histoire, s'appuyant sur deux siècles d'historiographie, donnant la parole à des centaines de témoins, ayant nécessité cinq longues années d'enquête en République démocratique du Congo mais aussi dans les archives belges, et douze mois d'écriture... Un best-seller écoulé à 300 000 exemplaires en néerlandais et récompensé par des prix prestigieux. Un ovni éditorial qui mêle habilement les approches historique, journalistique et littéraire. Un de ces rares ouvrages que l'on ne parvient pas à reposer une fois qu'on l'a ouvert...

Jeune Afrique, du 2 au 8 septembre 2012

L'ECONOMIE DE COMMUNION

ENSEMBLE POUR L'EUROPE : plus de 1000 personnes le 12 mai 2012 à Bruxelles

Contexte

Alors qu'en Europe renaissent les nationalismes et les divisions, la crise économique tenaille divers pays et il est difficile de penser à un futur commun. Des chrétiens de différentes Eglises, appartenant à des mouvements et des communautés nouvelles, s'étaient réunis à Bruxelles, dans le « Gold Hall » du Square Meeting Center, et en lien satellitaire avec 144 autres villes européennes, pour l'initiative "Ensemble pour l'Europe" édition 2012, après celle de Stuttgart 2004 et 2007. Plus de mille personnes à Bruxelles, venus de tous les coins d'Europe et plusieurs dizaines de milliers d'autres dans 22 pays, ont adressé un message d'espoir, d'unité et de paix à l'Europe.

Promoteurs de l'événement

Des centaines de mouvements et communautés d'Europe, parmi lesquels : l'YMCA de l'Allemagne, Schönstatt, la Communauté de Sant'Egidio, le Mouvement des Focolari, Fondacio, la Christusbruderschaft Selbitz, Syndesmos (jeunes orthodoxes) et la Fraternité charismatique catholique. En présence de parlementaires, politiciens de divers pays, d'évêques évangéliques, orthodoxes et catholiques, d'hommes et de femmes du monde de la culture et de représentants de la société civile, le manifeste "Ensemble pour l'Europe 2012" a été lancé. Après avoir rappelé la vision d'unité des pères fondateurs de l'Europe, les mouvements et les nouvelles communautés font appel aux peuples européens pour qu'ils affrontent les défis du monde globalisé en étant unis et qu'ils ne se replient pas sur ce qui est insignifiant. "*L'Europe est un destin et une nécessité parce qu'elle réalise, dans une diversité réconciliée, la civilisation du vivre ensemble*", peut-on lire dans le manifeste final.

Objectifs

Oui à une économie solidaire, oui au développement durable, oui à la famille, oui à la paix.

Le Professeur italien Luigino Bruni

Le Professeur Luigino Bruni qui enseigne l'économie à l'Université de Milan, tenait au Parlement européen le 'keynote speech' du programme. Il expliquait en quel sens '*l'économie de communion*' pouvait être une réponse à la crise omniprésente. 'L'économie de communion' est née à partir d'une inspiration de Chiara Lubich, fondatrice du mouvement des Focolari, et forme une expression concrète de ce qu'on appelle la '*culture du don*'. Dans le monde entier, environ 800 entreprises (en Belgique elles sont au nombre de 15) adhèrent à cette forme d'économie solidaire et constituent un réseau planétaire. Dans son intervention le Prof. Bruni exhorta l'Europe à ne pas permettre que le système de capitalisme social qui était le sien ne se dégrade et devienne un modèle moins social, aligné sur le capitalisme américain. Au contraire, dit-il, il faut repenser le capitalisme social, et par conséquent, le concept de bénéfice comme 'moyen' et non comme finalité.

Informations cueillies sur Internet

Volgens Bruni, maar ook volgens andere sprekers zoals filosoof Hendrik Opdebeeck, is het huidige marktfundamentalisme ver doorgeschoten in het vieren van de individuele vrijheid en competitie. Daardoor raken sociale relaties geperverteerd tot sociale contracten gebaseerd op *do ut des*: ik geef alleen opdat jij iets teruggeeft.

In plaats daarvan willen de sprekers een maatschappij waarbinnen individuen opnieuw onbaatzuchtig durven te zijn en zich solidair opstellen met hun medemens. Een gemeenschap waarin de mensen met andere woorden weer samen-leven. Slotspreker minister van Duurzame Ontwikkeling Steven Vanackere verwees zelfs naar Jozef Cardijn en diens leuze 'Ik geef omdat gij het waard zijt.'

Voor alle duidelijkheid, hier waren geen linkse rakkers of revolutionairen aan het woord. Tegenover al te veel *liberté* wordt geen *égalité* geplaatst. Winst is niet het probleem – kijk maar naar de parabel

van de talenten – maar wel te veel winst voor te weinig mensen. Niet de markt ontwricht de samenleving, wel het groeiende egocentrisme op die markt.

De Standaard du 14 mei 2012

BESEF DAT JE ZELF DE VERANDERING KUNT ZIJN

Steeds meer mensen nemen hun verantwoordelijkheid als het gaat om de aanpak van de grote vraagstukken van vandaag, zegt Patrick Holden, oprichter van de *Sustainable Food Trust* en internationaal vooraanstaand aanjager van biologische landbouw. "Neem de oplossing van klimaatsverandering en het verduurzamen van onze voedsel- en energievoorziening: burgers wachten niet langer op besluiten van politici maar veranderen hun eigen gedrag. Bijvoorbeeld door verse, lokale en biologische producten te kopen. Of door met zonnepanelen in de eigen energiebehoeften te voorzien."

Het is inspirerend en motiverend om te beseffen dat je zelf de verandering kunt zijn die je in de wereld wilt zien. Holden: "Natuurlijk blijft politieke besluitvorming belangrijk;, bijvoorbeeld als het gaat om grootschalige investeringen in duurzame energie. Ik ben er van overtuigd dat de benodigde besluiten zullen komen. De brede en groeiende duurzame beweging in de samenleving zal ook politici inspireren."

Tijd dus voor verandering. Maar voedselproducenten stappen niet zomaar over op evenwichtige productiemethodes. Verandering ontstaat pas als de consumenten om duurzame producten vragen. Holden: "Wie zelf verandert, verandert het systeem. En zelf veranderen is makkelijker dan velen denken. Je kunt vandaag beginnen. De kern? Buy fresh, organic food from somebody you know." (Koop vers biologisch geteelde producten van iemand die je kent).

De Kleur van Geld, uitgave van Triodos Bank, n° 120, herfst 2012

EN TOEN WAS ER KOFFIE

Koffiecoöperatie *Aldea Global* in Nicaragua kan, dankzij een recente financiering vanuit **Hivos-Triodos Fonds**, een deel van haar koffieplantage renoveren. Renovatie is voor koffieboeren een ingrijpend proces omdat het drie jaar duurt voordat nieuwe struiken koffie produceren en dus inkomsten opleveren. De financiering vanuit **Hivos-Triodos Fonds** helpt *Aldea Global* om deze periode te overbruggen en om de boeren gedurende het renovatieprogramma te verzekeren van een inkomen.

Hivos-Triodos Fonds is een samenwerking tussen ontwikkelingsorganisatie Hivos en Triodos Bank. Dit fonds richt zich op innovatieve financieringen in ontwikkelingslanden.

De Kleur van Geld, uitgave van Triodos Bank, n° 120, herfst 2012

En achetant "malin", en gaspillant moins, en évitant les emballages et les produits jetables, en donnant une seconde vie à de nombreux vêtements ou objets, en compostant à domicile etc., chaque Bruxellois peut réduire de 100 kg par an sa production de déchets. Cet effet direct sur les déchets sera décuplé par un effet indirect, notamment sur les ressources et sur les rejets en CO².

Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement